

Les accords de libre-échange sont un pilier de la politique économique extérieure suisse

La Suisse dispose d'un solide réseau d'accords de libre-échange (ALE) à travers le monde.

Ceux-ci constituent un des piliers de sa politique économique extérieure, puisqu'ils permettent à ses entreprises de ne pas être discriminées à l'étranger et contribuent au développement du commerce extérieur. Par conséquent, le développement continu des accords existants est tout aussi important que les négociations avec de futurs partenaires.

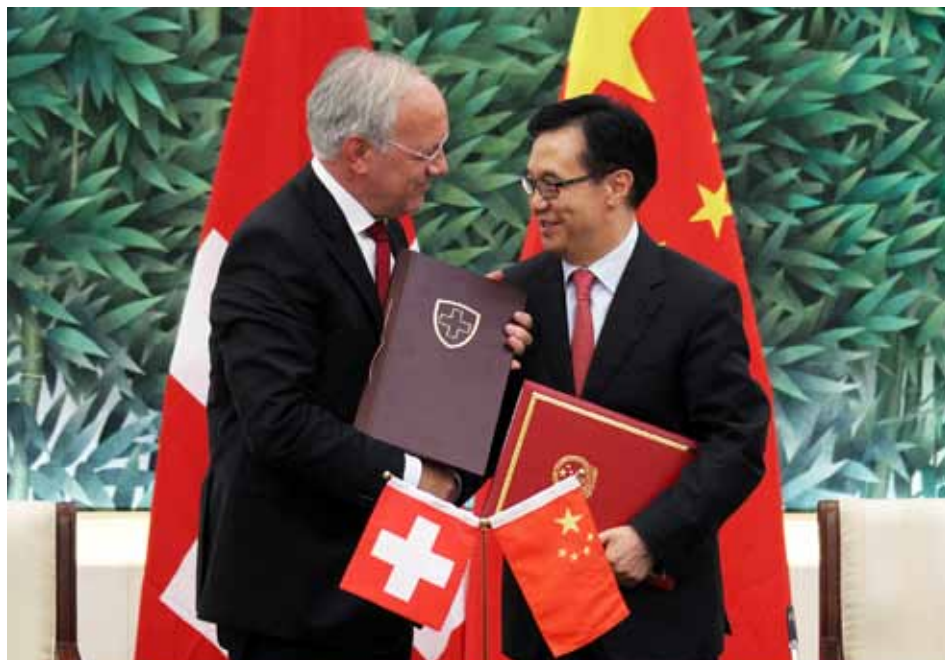
- 1 Voir aussi *Stratégie économique extérieure du Conseil fédéral, rapport sur la politique économique extérieure 2004*, FF 2005 1089.
- 2 Voir Marianne Abt, *Bedeutung von Freihandelsabkommen mit Partnern ausserhalb der EU*, 2009, étude du Seco téléchargeable à l'adresse www.seco.admin.ch, rubriques «Thèmes», «Politique économique extérieure», «Accords de libre-échange».



Helga Horisberger
Questions juridiques,
secteur Accords de libre-
échange/AELE,
Secrétariat d'État à
l'économie SECO, Berne



Martin Zbinden
Chef du secteur Accords
de libre-échange/AELE,
Secrétariat d'État à
l'économie SECO, Berne



Le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann et le ministre chinois du Commerce Gao Hucheng se remettent les accords de libre-échange qu'ils viennent de signer. La Suisse les a conclus en dehors de l'AELE.

Photo: Keystone

La politique de libre-échange pratiquée par la Suisse vise à améliorer les conditions-cadres qui régissent ses relations économiques extérieures. Les entreprises implantées sur son sol doivent bénéficier d'un accès aux marchés étrangers fondé sur des accords aussi prévisibles que possible, sans entraves ni discrimination par rapport à leurs principaux concurrents.

Selon la stratégie économique extérieure, le Conseil fédéral se fonde sur les critères suivants lors du choix de partenaires commerciaux potentiels:

- l'importance économique actuelle et potentielle du partenaire envisagé;
- l'ampleur des discriminations existantes ou potentielles qui résulteraient d'ALE entre le partenaire éventuel et d'importants concurrents de la Suisse;
- la volonté du partenaire éventuel de négocier et les perspectives de succès;
- la cohérence avec les objectifs de la politique extérieure suisse¹.

Outre la convention instituant l'Association européenne de libre-échange (AELE) et l'ALE avec l'UE, la Suisse a déjà signé 28 ac-

cords du même type avec 38 autres partenaires. La majorité des accords sont négociés dans le cadre de l'AELE. Cependant, la Suisse en a aussi conclus à titre indépendant, par exemple avec le Japon ou, dernièrement, avec la Chine.

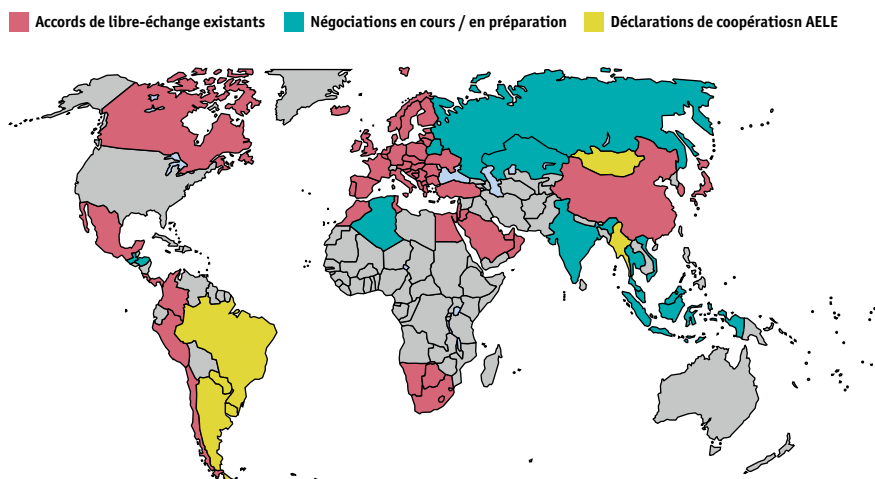
Que contiennent les accords de libre-échange?

Les ALE conclus avec les pays partenaires de l'espace euroméditerranéen, le *Canada* et l'*Union douanière d'Afrique australe (Sacu)* contiennent pour l'essentiel des dispositions portant sur le commerce des marchandises, mais aussi des clauses sur la concurrence et la protection des droits de propriété intellectuelle.

Les autres ALE conclus dans le cadre de l'AELE, celui avec la Chine ainsi que l'accord bilatéral de libre-échange et de partenariat économique avec le Japon sont de plus large portée. Ils fixent, outre les domaines déjà mentionnés, des obligations substantielles relatives généralement au commerce des services, aux investissements et aux marchés publics. Depuis 2010, un chapitre consacré

Graphique 1

Carte mondiale du réseau d'accords de libre-échange conclus par la Suisse



Source: SECO / La Vie économique

au commerce et au développement durable (normes de travail et environnementales) est également proposé aux partenaires de libre-échange.

Importance pour le commerce extérieur de la Suisse

Exception faite de l'accord avec l'UE, les ALE concernaient 22,6% des exportations suisses en 2012, ce qui correspond à 51% des ventes effectuées dans les pays extérieurs à l'UE. Leur rôle est de faciliter l'accès à des marchés comptant ensemble plus de 2 milliards de consommateurs et dont le produit intérieur brut (PIB) cumulé est supérieur à 22 000 milliards de francs. Des études montrent que les échanges avec les pays ayant signé un ALE progressent plus rapidement que ceux avec d'autres États². Alors que le commerce extérieur global de la Suisse a connu une croissance annuelle moyenne de 5,7% entre 1988 et 2008, celui pratiqué dans le cadre d'ALE a dépassé les 10% durant les quatre années qui ont suivi leur entrée en vigueur. Les accords de libre-échange bénéficient également aux investissements directs de la Suisse. Ceux-ci ont augmenté de 18% par an dans les pays partenaires au cours des quatre années qui ont suivi leur entrée en vigueur, alors que la moyenne générale annuelle est de 12,6% entre 1988 et 2007. Lorsque les chiffres ne sont pas disponibles, comme dans le commerce des services, la protection de la propriété intellectuelle ou les marchés publics, une évaluation qualitative peut être entreprise. Il en ressort que les ALE améliorent également le cadre régle-

mentaire dans ces domaines, qu'ils contribuent à réduire les inégalités et qu'ils facilitent l'accès des entreprises suisses aux marchés étrangers, tout en le sécurisant.

Négociations et contacts exploratoires en cours

La Suisse développe activement son réseau d’ALE, mais les négociations en cours lui posent plusieurs défis. Les États partenaires – pour la plupart des économies de taille moyenne ou importante au développement dynamique – ont conscience de l’attrait que suscite leur marché intérieur. Leurs intérêts offensifs et défensifs diffèrent parfois sensiblement de ceux de la Suisse. Leur important marché intérieur leur assure également une certaine autonomie par rapport aux débouchés extérieurs, à l’inverse de pays comme la Suisse. Nous sommes donc contraints de fournir des efforts supplémentaires devant une telle asymétrie des intérêts.

Les intérêts offensifs de la Suisse dans les domaines des biens industriels, des services financiers et logistiques, de la protection de la propriété intellectuelle, des marchés publics, du commerce et du développement durable – en particulier le respect des normes sur l’environnement et le travail – s’opposent en partie aux intérêts défensifs de ses partenaires. Les États de l’AELE, dont la Suisse, doivent faire face à des exigences qui ne sont pas directement conciliables avec leur politique nationale. Cela concerne notamment la fourniture de services par des personnes physiques ou l’accès aux marchés pour les produits agricoles.

La cohérence des politiques représente un autre défi. Étant donné que les politiques économique, sociale, environnementale et des droits de l'homme interagissent avec celle déployée en matière de développement durable, la Suisse veille à ce qu'elles soient appliquées de manière cohérente aux différents niveaux. Elle tient à ce que des dispositions favorables au développement durable figurent dans les ALE, encourageant en particulier la protection de l'environnement et les normes liées au travail. Toutefois, le lien entre le commerce et les standards en matière d'environnement, de droits de l'homme ou de travail ainsi que la manière dont ces derniers doivent être pris en considération dans les accords commerciaux ne font pas l'objet d'un consensus au niveau international. Par ailleurs, les pays émergents ou en développement soupçonnent que ces dispositions dissimulent des intentions protectionnistes et sont donc très critiques à leur égard. Par conséquent,

Encadré 1

Complément d'informations

Des informations générales sur les accords de libre-échange figurent sur le site www.seco.admin.ch, rubriques «Thèmes», «Politique économique extérieure», «Accords de libre-échange».

Pour de plus amples renseignements sur l'AELE, consultez le site www.efta.int.

Tableau 1

Liste des accords de libre-échange suisses^a

Europe	Statut / remarques
Convention AELE	En vigueur depuis le 3/05/1960
Communauté économique européenne	En vigueur depuis le 1/01/1973, accord bilatéral Suisse-CEE
Îles Féroé	En vigueur depuis le 1/0/3/1995, accord bilatéral Suisse-Féroé
Macédoine	En vigueur depuis le 1/05/2002
Albanie	En vigueur depuis le 1/11/2010
Serbie	En vigueur depuis le 1/10/2010
Ukraine	En vigueur depuis le 1/06/2012
Monténégro	En vigueur depuis le 1/09/2012
Bosnie-Herzégovine	Signé le 24/06/2013
Union douanière Russie-Belarus-Kazakhstan	En cours de négociation
Croatie	ALE dénoncé avec effet au 1/07/2013 (adhésion de la Croatie à l'UE)
Bassin méditerranéen	
Turquie	En vigueur depuis le 1/04/1992
Israël	En vigueur depuis le 1/07/1993
Autorité palestinienne	En vigueur depuis le 1/07/1999
Maroc	En vigueur depuis le 1/12/1999
Jordanie	En vigueur depuis le 1/09/2002
Tunisie	Appliqué depuis le 1/06/2005, en vigueur depuis le 1/06/2006
Liban	En vigueur depuis le 1/01/2007
Égypte	Appliqué depuis le 1/08/2007, en vigueur depuis le 1/09/2008
Algérie	En cours de négociation
Reste du monde	
Mexique	En vigueur depuis le 1/07/2001
Singapour	En vigueur depuis le 1/01/2003
Chili	En vigueur depuis le 1/12/2004
République de Corée	En vigueur depuis le 1/09/2006
Sacu ^b	En vigueur depuis le 1/05/2008
Canada	En vigueur depuis le 1/07/2009
Japon	En vigueur depuis le 1/09/2009, accord bilatéral Suisse-Japon
Colombie	En vigueur depuis le 1/07/2011
Pérou	En vigueur depuis le 1/07/2011
Hong Kong	En vigueur depuis le 1/10/2012
Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG) ^c	Signé le 22/06/2009, en cours de ratification par le CCG
États d'Amérique centrale ^d	Signé le 24/06/2013 (Panama et Costa Rica)
Chine	Signé le 6/07/2013, accord bilatéral Suisse-Chine
Thaïlande	En cours de négociation
Indonésie	En cours de négociation
Inde	En cours de négociation
Vietnam	En cours de négociation
Malaisie	Négociations lancées le 5/11/2012

L'AELE a en outre signé des déclarations avec les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay), la Mongolie, l'Île Maurice, la Géorgie, le Pakistan et le Myanmar.

Source: SECO / La Vie économique

a Sauf indication contraire, il s'agit d'accords conclus dans le cadre de l'AELE.

b Union douanière d'Afrique australe (Southern African Customs Union): Afrique du Sud, Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland.

c Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

d Costa Rica, Guatemala, Honduras et Panama.

des solutions appropriées sont recherchées avec chaque pays partenaire.

Les accords sont régulièrement adaptés

Afin d'éviter toute discrimination par rapport à ses principaux concurrents, la Suisse vérifie en permanence si les accords existants ne demandent pas à être adaptés. Cela peut s'avérer nécessaire en particulier lorsqu'un pays partenaire conclut un nouvel ALE, surtout si ce dernier comprend des dispositions plus avantageuses économiquement. Tout développement éventuel d'un accord passe par le comité mixte chargé de sa mise en œuvre. Les différents comités mixtes se réunissent à intervalles réguliers.

Les ALE diversifient les relations économiques de la Suisse

L'attrait et la compétitivité suisses – soit, par extension, la prospérité du pays – passent par un système commercial mondial ouvert, régi par des règles claires et équitables. La politique de libre-échange du Conseil fédéral doit permettre aux produits et services suisses de mieux pénétrer les marchés étrangers. Elle doit également faciliter l'importation de marchandises – matières premières et produits intermédiaires inclus – destinées aux consommateurs et aux producteurs helvétiques. Les ALE favorisent la diversification de nos relations économiques extérieures ainsi que la croissance, la création de valeur et la compétitivité de la place économique.

Dans le cadre de la politique de croissance du Conseil fédéral, axée sur le long terme, les dispositions visant à ouvrir les marchés d'exportation revêtent une importance majeure. À cet égard, les ALE jouent un rôle prépondérant. ■